

SafeTracks GPS Solutions Inc.

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

SafeTracks GPS Solutions est un fournisseur de systèmes de technologie de localisation GPS des personnes et des objets. Les applications de localisation de personnes et l'amélioration du financement et de la productivité en sécurité publique qu'elles permettent sont examinées en détail à la question 4 du présent questionnaire. Les systèmes SafeTracks peuvent aussi localiser des objets physiques comme des conteneurs. Le dédouanement accéléré des conteneurs à la frontière canado-américaine est un objectif énoncé au chapitre 1 de l'entente *Par-delà la frontière* du plan d'action conjoint du Canada et des États-Unis. Cette entente comprend une stratégie intégrée pour la sécurité du fret (ICSS), qui vise deux projets précis lancés dans les ports maritimes de Prince-Rupert et de Montréal. Il est évident que cette stratégie devra s'accompagner d'une harmonisation des normes de vérification initiale de la sécurité et de localisation GPS des conteneurs après le dédouanement jusqu'à ce qu'ils atteignent la frontière canado-américaine et la destination finale. Afin que cette stratégie fonctionne, l'intégrité des conteneurs doit être assurée pendant tout le processus d'expédition. Les systèmes de localisation GPS et la technologie des détecteurs pour l'intégrité des conteneurs existent déjà et garantissent le respect des objectifs importants de la stratégie en ce qui a trait au renforcement du commerce. SafeTracks GPS Solutions vend des systèmes de localisation GPS pour conteneurs remarquablement précis, fiables, robustes et sécuritaires qui comprennent des capteurs de détection d'intrusion qui peuvent être personnalisés en fonction d'exigences particulières comme l'heure, le lieu et même des informations audiovisuelles en temps réel. Ainsi, nous avons présenté des demandes aux autorités compétentes concernant la mise en œuvre d'une stratégie intégrée pour la sécurité du fret, mais nous croyons comprendre qu'aucun crédit budgétaire particulier n'a été accordé pour appuyer le plan d'action *Par-delà la frontière*. Nous recommandons au gouvernement d'examiner nos demandes dans le budget de 2013 afin de résoudre cette question extrêmement importante du commerce transfrontalier et international. Comme l'ont clairement indiqué les groupes commerciaux, les retombées économiques générées par l'application du principe « inspection unique, double acceptation » sont énormes. C'est pourquoi une intervention rapide de financement dans le budget de 2013 est essentielle.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Contrairement à tous les autres fournisseurs de surveillance électronique au Canada, SafeTracks GPS Solutions a délibérément choisi d'exploiter tous ses systèmes au Canada et de veiller à conserver toutes les données au Canada. Les activités de SafeTracks GPS Solutions comprennent celles de son Centre entièrement intégré d'intervention d'urgence et de surveillance, qui est également situé au Canada. Même si ces choix coûtent plus cher à l'entreprise, ils ont été effectués au départ pour s'assurer du

respect intégral des exigences canadiennes relatives à la protection des renseignements personnels. Il convient également de signaler que, tant que l'entreprise demeure au Canada, elle contribue à la création d'emplois au pays, et le nombre d'emplois continuera d'augmenter avec l'utilisation accrue de la surveillance électronique sous ses diverses applications. En soutenant l'utilisation de la surveillance électronique par un financement ciblé dans le budget de 2013, le gouvernement encouragera la croissance de l'emploi. En outre, les différentes utilisations ou applications des systèmes SafeTracks, qui sont décrites dans la réponse à la question 4, permettent une augmentation du rendement des investissements et une utilisation plus judicieuse des ressources, tout en renforçant le potentiel de croissance de l'emploi.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La surveillance électronique des personnes, employée comme condition de remise en liberté, est un outil en évolution utilisé par les pouvoirs publics afin d'améliorer la surveillance des personnes concernées et de permettre une remise en liberté rentable et sécuritaire des prisonniers au lieu de prolonger la détention coûteuse. La surveillance électronique est actuellement employée, en vertu de certaines dispositions du *Code criminel*, dans les cas de remise en liberté sous caution, de sentences et en particulier dans les cas de surveillance de délinquants à risque élevé prévue par les ordonnances d'engagement appelées « ordonnances en vertu de l'article 810 ». La surveillance électronique est aussi utilisée par les autorités correctionnelles provinciales, mais avec l'ancienne technologie et, récemment, le pouvoir exprès d'utiliser la surveillance électronique a été accordé aux services correctionnels fédéraux et aux responsables des libérations conditionnelles en vertu des modifications apportées à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* par le projet de loi C-10. La surveillance électronique est aussi employée pour les libérations accordées en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (y compris les causes de certificats de sécurité) et de la *Loi sur l'extradition*. La technologie moderne de surveillance électronique offerte par SafeTracks GPS Solutions comprend la localisation GPS, les bracelets de cheville protégés contre les modifications, des alertes automatiques et des communications entre trois personnes en temps réel si la personne surveillée se rend dans une zone interdite. Cette technologie améliore considérablement la surveillance des personnes libérées en attente de leur jugement. Elle peut aussi être intégrée dans la gestion d'une peine imposée. En outre, cette technologie génère beaucoup d'économies par rapport aux coûts des mesures de surveillance non privative de liberté et elle constitue une force multiplicatrice pour l'application de la loi, éliminant ainsi le besoin de surveillance permanente de la personne concernée, qui s'avère très onéreux. Enfin, une personne sous surveillance électronique est moins susceptible de s'enfuir ou de récidiver, ce qui permet également des économies. Nous demandons au gouvernement d'accorder un financement permanent, dans le budget de 2013, favorisant l'utilisation de la surveillance électronique par les autorités fédérales et provinciales. Que ces montants soient accordés sous la forme d'un nouveau programme ou par une modification aux programmes de financement existants, comme le

Programme de prévention du crime de la Sécurité publique, des fonds ciblés pour la surveillance électronique sont nécessaires afin d'améliorer la sécurité publique et le rendement systématique des investissements qu'elle génère. Comme nous travaillons en collaboration avec les autorités policières, nous savons aussi que des montants importants dus à l'État (provincial et fédéral) provenant de contraventions impayées et de confiscation de cautionnement pourraient, s'ils étaient perçus, financer l'utilisation accrue de la surveillance électronique.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?